

DISPUTE TERRITORIALE

La presse chinoise met en garde le Japon

Le débarquement de nationalistes japonais dimanche sur une île dont la Chine et le Japon se disputent la souveraineté est un «affront» au peuple chinois et Tokyo, qui a adopté une ligne plus dure, ferait bien de se méfier, a prévenu, hier lundi, la presse d'Etat chinoise.

«Le Japon est en train d'édifier un nouveau mur dans ses relations avec la Chine et les envahisseurs japonais et leur gouvernement semblent bien décidés à geler les liens sino-japonais», a commenté dans un éditorial le journal *China Daily*. Dimanche,

quelques nationalistes japonais ont débarqué sur une île du petit archipel des Senkaku, appelé Diaoyu par les Chinois, suscitant des protestations de Pékin et de Taïwan. Ils y ont planté des drapeaux japonais. Un acte représentant un «affront à la souverai-

neté de la Chine», selon le *China Daily*.

«Se servir du problème des îles Diaoyu pour chercher querelle et provoquer un incident avec la Chine non seulement porte atteinte aux relations sino-japonaises mais heurte également les sentiments de la population chinoise», a de son côté écrit le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste chinois.

Le journal *Global Times*, réputé pour son nationalisme, a pris lui

une position plus radicale, menaçant clairement Tokyo.

«La réticence à recourir à des moyens militaires ne signifie pas que la Chine a peur d'aller en guerre», a écrit le quotidien dans un éditorial. «La Chine va assurément prendre de nouvelles mesures concernant les Diaoyu.»

«Si le Japon poursuit dans sa position provocatrice, dans l'avenir la Chine pourrait arrêter les Japonais qui débarquent sur les Diaoyu», a prévenu le *Global*

Times. Des milliers de Chinois ont défilé dimanche dans plus de vingt villes, ce qui constitue les manifestations antijaponaises les plus importantes depuis 2005. Quelques commerces et voitures japonaises ont été endommagés.

Le bref débarquement des nationalistes japonais, accompagnés d'élus, a fait suite à un autre éphémère débarquement dans l'archipel, celui de militants pro-chinois venus de Hong Kong, le 15 août.

AFRIQUE DU SUD

Un groupe extrémiste voulait assassiner Mandela

Un total de vingt membres d'un groupuscule d'extrême droite raciste ont été reconnus coupables de «haute trahison» par un tribunal sud-africain, pour un complot qui visait à assassiner Nelson Mandela et chasser les Noirs du pays, au terme de près de dix ans de procès.

Après quasiment un mois de lecture des verdicts, le dernier des 20 hommes, Kobus Pretorius, a été reconnu hier lundi comme «le responsable de la fabrication des explosifs» du groupe par la Haute-Cour de Pretoria.

Pretorius «a fabriqué la bombe qui devait frapper le président Mandela et expliqué aux autres comment elle fonctionnait», a déclaré le juge Eben Jordan.

Les 20 extrémistes, qui formaient le groupe Boeremag («force boer», en afrikaans), avaient prévu un attentat le



Photo : DR

jour où Nelson Mandela, premier président noir du pays (1994-1999), devait inaugurer une école en octobre 2002. Cinq des accusés ont été reconnus coupables de ce complot. Le groupe

est à l'origine de neuf attentats qui ont fait un mort et plusieurs dizaines de blessés à Soweto en octobre 2002.

Kobus Pretorius a demandé pardon pour ses actes. «J'ai eu tort et je demande pardon à tous ceux qui ont souffert à cause de mes actions», a-t-il déclaré dans un communiqué à l'issue du verdict.

Ses deux frères et son père ont également été condamnés. Les peines seront prononcées ultérieurement.

Avec l'assassinat planifié du héros de la lutte anti-apartheid et d'autres attentats, les extrémistes voulaient provoquer la colère de la communauté noire et semer le chaos afin de fomenter un coup d'Etat dans la nouvelle Afrique du Sud issue de l'abolition du régime raciste en 1994.

Suivant le projet des nostalgiques de l'apartheid, le gouvernement noir devait être remplacé par un régime militaire blanc et tous les Noirs et Indiens chassés d'Afrique du Sud.

RUSSIE

Kasparov risque cinq ans de camp «pour avoir mordu un policier»

L'opposant russe et ancien champion du monde d'échecs Garry Kasparov a été interrogé hier lundi à Moscou par la police qui l'accuse d'avoir mordu un policier, un délit passible de cinq ans de camp.

M. Kasparov, 49 ans, est accusé d'avoir mordu ce policier vendredi dernier au cours de son interpellation devant le tribunal de Moscou qui a condamné à deux ans de camp trois jeunes femmes du groupe punk Pussy Riot. L'opposant nie les faits qui lui sont reprochés et accuse la police de l'avoir interpellé sans raison et de l'avoir battu.

«Cela me fait de la peine si le policier s'est blessé à la main quand il m'a frappé à la tête», a écrit avec ironie Garry Kasparov sur son compte Twitter. Il a ajouté qu'il allait porter plainte aujourd'hui mardi pour «diffamation» et pour protester contre son interpellation qu'il juge injustifiée.

L'interrogatoire d'hier lundi est un premier pas. «Ensuite, le Comité d'enquête devra décider s'il ouvre une enquête criminelle à mon encontre», a indiqué M. Kasparov dans un communiqué publié sur son site Kasparov.ru.

Un témoin s'est déclaré prêt à confirmer devant un tribunal que M. Kasparov a bien mordu ce policier : il

s'agit du dirigeant d'une association intitulée Officiers de Russie, Anton Tsvetkov. Cette association s'est donné pour mission «d'apporter son soutien aux ministères de maintien de l'ordre» et de participer à «l'éducation patriotique de la population», selon son site web oficery.ru.

La législation russe prévoit des sanctions allant d'une amende de 200 000 roubles (environ 5 000 euros) à cinq ans de camp pour l'agression d'un policier. De son côté, M. Kasparov a indiqué disposer de nombreux témoins et images vidéo prouvant son innocence.

«On peut voir dans de nombreuses vidéos sur Internet que des policiers m'ont interpellé au moment où je parlais à des journalistes et qu'ils m'ont frappé ensuite», a indiqué M. Kasparov.

«De nombreux enregistrements vidéo et photos démentent les accusations selon lesquelles j'ai agressé un policier et l'ai mordu à la main», écrit

l'opposant. «Ces accusations sont infondées. Dans n'importe quel pays libre disposant d'une justice indépendante, elles auraient été immédiatement rejetées», a-t-il poursuivi.

Après la condamnation vendredi dernier des Pussy Riot, la ligne dure apparemment choisie par le Kremlin semble se poursuivre. Hier lundi, la police de Moscou a annoncé être à la recherche des autres membres du groupe Pussy Riot qui avaient chanté une «prière punk» contre le président russe Vladimir Poutine dans une cathédrale de Moscou.

«Actuellement, des opérations de recherche ont lieu», a indiqué à l'AFP un représentant de la police de Moscou. Le 21 février, cinq femmes encagoulées étaient montées sur l'estrade de l'autel de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou et avaient appelé la Sainte-Vierge à «chasser Poutine».

Trois d'entre elles avaient été interpellées : Nadejda Tolokonnikova, 22 ans, Ekaterina Samoutsevitch, 30 ans, et Maria Alekhina, 24 ans, condamnées vendredi à deux ans de camp pour «hooliganisme» et «incitation à la haine religieuse».

SYRIE

Plusieurs morts dans des combats à Damas et Alep

De nouveaux combats ont éclaté lundi à Damas et à Alep au nord de la Syrie faisant plusieurs morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'OSDH a fait état de dizaines de morts et de blessés, sans plus de précisions, suite à de nouveaux bombardements à l'aube dans la ville d'Alep, évoquant la possibilité d'un assaut «imminent» des chars et des blindés. Dans la capitale, les combats entre les forces régulières et les rebelles ont débuté peu après minuit dans les quartiers de Assali et de Qadam (sud), où de lourdes explosions ont retenti, selon l'OSDH, qui s'appuie sur un réseau de militants et de témoins à travers la Syrie.

Lundi matin, les Comités locaux de coordination (LCC), qui regroupent des militants sur le terrain, ont également fait état d'affrontements dans le quartier de Jobar, dans l'est de Damas, à la suite d'une attaque rebelle contre un barrage de l'armée.

Les autorités avaient annoncé il y a plus d'un mois avoir repris le contrôle de Damas, mais des combats ont encore eu lieu toute la semaine dernière, en particulier dans les quartiers sud et ouest de la capitale.

Un mois jour pour jour après le début de la bataille d'Alep, des combats se déroulaient depuis lundi matin dans le quartier de Souleimane al-Halabi, survolé par des hélicoptères, selon l'OSDH.

Dans le même temps, l'armée bombardait les quartiers de Chaar, d'Izza, de Seif al-Dawla, de Tariq al-Bab, de Boustane al-Qasr ainsi que des secteurs de Salaheddine, toujours aux mains des rebelles, selon la même source.

Dimanche, 16 cadavres ont été découverts dans le village d'Al-Tall, dans la province de Damas, où les forces du régime avaient pénétré la semaine dernière après plusieurs jours de bombardements, selon l'ONG syrienne.

LIBYE

Plusieurs arrestations après les attentats de Tripoli

Les services de sécurité libyens ont annoncé hier lundi l'arrestation de «plusieurs» personnes soupçonnées d'être impliquées dans le double attentat à la voiture piégée qui a fait deux morts dimanche à Tripoli.

«Plusieurs individus ont été arrêtés à Tripoli, dont certains ont reconnu avoir des liens directs ou indirects avec les explosions», a déclaré à l'AFP Issam al-Naass, un porte-parole de la Haute commission de sécurité, qui dépend officiellement du ministère de l'Intérieur.

Il a expliqué ne pas être en mesure de préciser le nombre de personnes arrêtées, assurant que cela variait en fonction de «l'évolution de l'enquête».

Ces arrestations n'ont pu être confirmées par d'autres sources au ministère de l'Intérieur.

La Haute commission de sécurité, formée par des ex-rebelles ayant combattu le régime de Mouammar Kadhafi, avait pris en charge la sécurité en Libye après la chute du régime, avant d'intégrer le ministère de l'Intérieur.

Le double attentat à la voiture piégée de dimanche a fait deux morts et quatre blessés au cœur de la capitale libyenne le jour de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du Ramadan, selon les autorités qui ont pointé du doigt des partisans de l'ancien régime.